

🗸 Catégorie : A

Cadre Emploi : Attachés territoriaux

Grade : Attaché territorial

Présentation de la collectivité, de la direction et du service

Le Conseil départemental de la Haute-Garonne, collectivité territoriale engagée dans le développement et le bien-être de ses habitants, oeuvre au quotidien pour améliorer la qualité de vie sur l'ensemble de son territoire. Il met en oeuvre des politiques publiques ambitieuses et responsables, visant à répondre aux besoins des Haut-Garonnais dans des domaines clés tels que les solidarités, l'éducation, les transports, la culture et l'aménagement du territoire. En tant qu'acteur central du développement local, le Conseil départemental s'investit dans des projets innovants, visant à garantir une gestion publique efficace, transparente et au plus près des attentes des usagers.

Depuis la loi du 6 janvier 1986, le législateur a confié au département les missions de solidarité et d'action sociale dont la prévention de la marginalisation pour faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles. Aussi, la Direction Enfance Famille met en oeuvre des missions opérationnelles et obligatoires dévolues au département en matière de Protection Maternelle et Infantile, d'Aide Sociale à l'Enfance et de prévention notamment en faveur des jeunes. Ces missions sont portées à la fois par le siège et par les territoires.

La CRIP participe au pilotage et à la mise en oeuvre de la politique départementale de prévention liée à la protection de l'enfance et plus spécifiquement au traitement des IP. Ce service constitue, dans le cadre de sa mission spécialisée, l'interface avec les services du département (MDS, PMI, Groupements ASE) mais également avec le parquet des mineurs et l'ensemble des professionnels en lien avec l'enfance (Education Nationale, Hôpitaux...). Ce pôle a également un rôle de conseil auprès des usagers et des professionnels.

Représentant la Direction Enfance et Famille, la CRIP, en tant qu'expert de cette mission particulière de prévention en protection de l'enfance, en assure le pilotage réglementaire et l'animation du collectif des cadres chargés de sa mise en oeuvre en territoire.

Enjeux, Missions, Conditions particulières d'exercice

ENJEUX

Le poste d'Adjoint au Chef de Service CRIP s'inscrit au coeur des missions stratégiques de la collectivité, en particulier de la Direction Enfance et Famille, dans la gestion des Informations Préoccupantes (IP). L'enjeu majeur consiste à garantir la mise en oeuvre effective des objectifs stratégiques de la collectivité en matière de protection de l'enfance, avec un focus sur la gestion

des IP.

Sous l'autorité du Chef de Service, l'Adjoint devra superviser et encadrer les équipes en charge du traitement des informations préoccupantes, en assurant le respect des bonnes pratiques professionnelles et la qualité des interventions. Cela implique également un rôle clé dans la coordination des actions entre les différents acteurs impliqués dans la protection de l'enfance, tant au niveau départemental qu'auprès des services de l'État.

L'Adjoint au Chef de Service aura également pour responsabilité de représenter le Conseil départemental, acteur principal de la protection de l'enfance, auprès des services de l'État et des partenaires institutionnels, dans le cadre des dispositifs de repérage et de traitement des situations d'enfants en danger.

Enfin, il ou elle devra veiller à ce que l'ensemble des actions menées soit conforme aux exigences réglementaires et aux priorités définies par la Direction Générale des Services (DGD), dans un souci constant de coordination et d'efficacité des missions de protection de l'enfance.

Ce poste revêt un rôle clé dans la réussite de la stratégie de protection de l'enfance et dans l'amélioration continue de la prise en charge des enfants en danger au sein du territoire.

MISSIONS

Management

- -Encadrer, organiser, animer et coordonner les activités du service
- -Suivre l'activité au quotidien et gérer la charge de travail des gestionnaires d'informations préoccupantes
- -Organiser des temps d'échanges avec les personnels placés sous sa responsabilité
- -Animer, participer et évaluer la mise en place des mesures d'optimisation du service
- -Évaluer les personnels placés sous son autorité

Communication:

- -Anticiper et être force de proposition pour favoriser la mise en oeuvre des décisions dans les délais impartis
- -Relayer, expliciter, produire, valider les informations descendantes et transversales
- -Rendre compte de l'activité et des résultats obtenus par les services auprès de la hiérarchie
- -Assister et conseiller la hiérarchie dans le domaine d'intervention
- -Concevoir, diffuser et s'assurer du respect des procédures
- -Représenter la DEF en tant qu'expert·e auprès des partenaires et sur les instances partenariales

• Domaine d'intervention

- -Assurer le traitement et l'évaluation des informations préoccupantes en lien avec l'ensemble des professionnels et services impliqués dans les champs de la protection de l'enfance
- -Concevoir, diffuser et faire appliquer les procédures
- -Mettre en oeuvre les Ordonnances de Placement Provisoire (OPP) parquet sollicitées par la CRIP
- -Assurer le partage de données et la transversalité avec l'Observatoire National de la Protection de l'Enfance
- -Animer les actions de sensibilisation sur les missions de la CRIP
- -Garantir le cadre réglementaire du pilotage et de l'animation des traitements des Informations Préoccupantes (IP) avec le collectif de l'ensemble des responsables concernés (notamment les chef·fe·s de service « Prévention et protection de l'enfance »)

MISSIONS SECONDAIRES

- -Assurer l'intérim du ou de la chef·fe de service en son absence
- -Participer à l'astreinte ASE de 1er niveau sur le principe de tour de rôle avec les autres cadres ASE ayant délégation du Président du Conseil départemental

Avantages:

- Prime semestrielle : Une prime de 815 EUR net, calculée au prorata temporis, vous est versée en mai et en novembre.
- Organisation du temps de travail : Nous proposons des horaires flexibles, avec la possibilité de commencer entre 7h30 et 9h30 et de terminer entre 16h00 et 19h15, tout en respectant le quota horaire journalier via un système de badgeage. Vous avez le choix entre trois formules hebdomadaires :
 - o 35 heures: 25 jours de congés
 - o 37h30: 40 jours de repos (25 jours de congés + RTT)
 - o 39 heures: 48 jours de repos (25 jours de congés + RTT)
- Télétravail : Une organisation en télétravail est envisageable sous condition
- Avantages sociaux : Vous pouvez adhérer à des contrats collectifs pour la santé et la prévoyance, négociés avec des partenaires de confiance : la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) pour la santé et la Mutuelle du Rempart pour la prévoyance. Ces dispositifs permettent de prévenir les situations de précarité tout en favorisant le pouvoir d'achat grâce à des tarifs avantageux.
- Aide à la mobilité: Nous prenons en charge 75 % de votre abonnement aux transports en commun (métro, train, vélib, ...), dans la limite réglementaire de 99 EUR par mois.
- Chèques-vacances : Selon vos ressources, vous pouvez bénéficier de chèques-vacances.

Profil recherché

Vous avez une solide expérience en gestion d'équipe et en coordination de projets dans le domaine de la protection de l'enfance. Vous maîtrisez le cadre juridique de la protection de l'enfance, en particulier le droit de la famille, et connaissez les dispositifs d'accompagnement des familles en difficulté. Vous serez amené à démontrer vos compétences en management, en animation de réunions, ainsi qu'en supervision et évaluation des activités de votre équipe. Une expérience dans la conduite du changement et la gestion de projets complexes est essentielle. Vous devrez également faire preuve d'une grande capacité à prendre du recul face à des situations émotionnellement complexes, tout en maintenant une posture objective et neutre. La rigueur, l'autonomie et une excellente maîtrise des techniques d'organisation et de planification seront indispensables pour assurer la bonne mise en oeuvre des actions. Une parfaite connaissance des enjeux institutionnels et politiques, ainsi qu'un sens aigu des responsabilités et de l'éthique, sont des qualités clés. Enfin, votre capacité à collaborer avec divers acteurs institutionnels et à vous adapter aux évolutions réglementaires sera essentielle dans ce rôle stratégique.

Nous nous engageons sur le processus de recrutement ci-dessous :

- Offre en ligne jusqu'au 02/03/2025
- Analyse et présélection des candidatures à partir du 03/03/2025
- convocation à l'entretien de recrutement à partir du 10/03/2025
- Entretiens de recrutement prévus aux alentours du 17/03/2025
 - o Modalités de recrutement : Contractuel ou Titulaire
- Intégration du collaborateur possible à partir du 01/05/2025

Informations complémentaires :

Les candidatures (toutes les pièces composant votre dossier de candidature lettre de motivation + CV + pièces justificatives de votre statut (arrêté de position administrative / diplômes / attestation et liste d'aptitude concours /attestation RQTH ...)) doivent être transmises en PDF via le logiciel Altays.

Les candidatures transmises par mail et/ou incomplètes ne seront pas prises en compte.

Contact RH:

- Lucie LAPRADE
- 05 34 33 36 54
- lucie.laprade@cd31.fr